

## Communiqué de presse

Corruption dans le secteur public – publication de l'indice de perception de la corruption (CPI) 2022

### Lutte contre la corruption: pas de progrès en Suisse

**Berne, le 31 janvier 2023 – La Suisse reste bloquée au septième rang de l'indice de la perception de la corruption dans le secteur public (CPI: Corruption Perceptions Index) de Transparency International. Elle perd des points une année de plus et reste bien éloignée du sans-faute. En outre, elle continue à présenter de graves déficiences dans des domaines liés à la corruption qui ne sont pas représentés dans le CPI, en particulier la lutte contre la corruption dans le secteur privé et contre le blanchiment d'argent ainsi que la protection des lanceurs-euses d'alerte.**

L'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index, CPI) de Transparency International, l'organisation de lutte anticorruption, mesure chaque année la corruption dans le secteur public de 180 pays sur la base des appréciations des expert-e-s du monde scientifique et des milieux économiques. Plus son score est élevé, moins un pays est vulnérable à la corruption.

Le CPI 2022 confirme que la corruption est un fléau largement répandu dans le monde entier. Cette année, deux tiers des pays étudiés n'ont même pas atteint la barre des 50 points sur un maximum de 100. La Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie occupent le bas d'un classement dominé par le Danemark, suivi de la Finlande et de la Nouvelle-Zélande, deuxièmes ex æquo.

Si la Suisse figure certes toujours parmi les dix premiers du classement, elle reste cependant bloquée au septième rang et n'atteint plus qu'un total de 82 sur 100 points. Pour certaines organisations spécialisées dont les appréciations alimentent le CPI, elle n'atteint même plus pour la première fois les trois quarts des points possibles.

Martin Hilti, directeur de Transparency Suisse, situe l'enjeu: *«En ce qui concerne la lutte contre la corruption dans le secteur public, la Suisse s'éloigne des meilleurs scores possibles, comme elle l'avait déjà fait lors de l'année précédente. Il faut dès lors mettre un terme au népotisme, une pratique qui reste très répandue, et améliorer la façon d'aborder les conflits d'intérêts ainsi que la réglementation du lobbying. Il conviendrait en outre de garantir la transparence du financement de la vie politique à l'échelon cantonal et communal, car la majorité des cantons et des communes n'ont toujours pas légiféré dans ce domaine. De nettes améliorations sont cependant aussi nécessaires dans des domaines qui ne sont même pas représentés dans le CPI, comme en particulier la lutte contre la corruption dans le secteur privé et la punissabilité des entreprises, la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des lanceurs-euses d'alerte.»*

Le CPI 2022 et des informations complémentaires à ce sujet peuvent être consultés sur les sites [www.transparency.org/cpi/](http://www.transparency.org/cpi/) et [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr).

#### Contact médias:

Martin Hilti, directeur, Transparency Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel: [martin.hilti@transparency.ch](mailto:martin.hilti@transparency.ch)

**Au sujet de l'indice de perception de la corruption de Transparency International:** Créé en 1995 pour être l'indice mondial de la perception de la corruption dans le secteur public, le Corruption Perception Index (CPI) est actuellement établi pour 180 pays. Il s'agit d'un indice composite, c'est-à-dire qu'il résulte d'une combinaison de cinq à treize indices, enquêtes et évaluations (nombre variable en fonction du pays et de la région) publiés par des institutions indépendantes spécialisées dans la gouvernance et l'analyse des parties prenantes. Le CPI est l'indice le plus utilisé pour mesurer la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

###

Transparency International Suisse (Transparency Suisse) est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. Transparency Suisse prévient et combat la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. Transparency Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. [www.transparency.ch/fr](http://www.transparency.ch/fr)